MODELE D’ACCORD POUR LES SERVICES DE CONSULTANT
(ETUDES DE FAISABILITE)
MODELE D’ACCORD POUR LES SERVICES DE CONSULTANT
(ETUDES DE FAISABILITE)
Table des matières

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pages</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Préface ................................................................. 5</td>
</tr>
<tr>
<td>Préambule ............................................................... 7</td>
</tr>
<tr>
<td>Articles</td>
</tr>
<tr>
<td>1- Incorporation du Préambule dans l'Accord ..................................... 7</td>
</tr>
<tr>
<td>2- Définition et interprétation ................................................... 7</td>
</tr>
<tr>
<td>2.1- Définition ............................................................... 7</td>
</tr>
<tr>
<td>2.2- Documents constitutifs de l'Accord .......................................... 8</td>
</tr>
<tr>
<td>2.3- Interprétation ............................................................ 8</td>
</tr>
<tr>
<td>3- Recrutement du Consultant .................................................... 9</td>
</tr>
<tr>
<td>4- Relation entre les Parties .................................................... 9</td>
</tr>
<tr>
<td>5- Commencement et exécution des Services ....................................... 9</td>
</tr>
<tr>
<td>6- Obligations du Consultant ..................................................... 9</td>
</tr>
<tr>
<td>6.1- Critères de performance .................................................... 9</td>
</tr>
<tr>
<td>6.2- Respect des lois locales .................................................... 9</td>
</tr>
<tr>
<td>6.3- Conflits d'intérêts ........................................................ 10</td>
</tr>
<tr>
<td>6.4- Avis spécialisés et Services ............................................... 10</td>
</tr>
<tr>
<td>6.5- Sous-traitance ............................................................. 10</td>
</tr>
<tr>
<td>6.6- Confidentialité ............................................................. 10</td>
</tr>
<tr>
<td>6.7- Propriété des documents ................................................... 10</td>
</tr>
<tr>
<td>6.8- Propriété des équipements ................................................ 11</td>
</tr>
<tr>
<td>6.9- Rapports ................................................................. 11</td>
</tr>
<tr>
<td>7- Responsabilité du Consultant .................................................. 11</td>
</tr>
<tr>
<td>8- Indemnisation du Client par le Consultant .................................... 11</td>
</tr>
<tr>
<td>9- Assurance ................................................................. 11</td>
</tr>
<tr>
<td>10- Le Personnel du Consultant .................................................. 12</td>
</tr>
<tr>
<td>11- Obligations du Client ....................................................... 13</td>
</tr>
<tr>
<td>12- Indemnisation du Consultant par le Client .................................. 15</td>
</tr>
<tr>
<td>13- Taxes ................................................................. 15</td>
</tr>
<tr>
<td>14- Ajournement et Résiliation .................................................. 16</td>
</tr>
<tr>
<td>14.1- Par notification du Client ................................................. 16</td>
</tr>
<tr>
<td>14.2- Force majeure ............................................................ 16</td>
</tr>
<tr>
<td>14.3- Défaillance du Client ..................................................... 16</td>
</tr>
<tr>
<td>14.4- Droits du Consultant en cas d’ajournement ou de résiliation .......... 17</td>
</tr>
<tr>
<td>14.5- Défaillance du Consultant ................................................. 17</td>
</tr>
<tr>
<td>14.6- Réclamations en cas de défaillance ...................................... 17</td>
</tr>
<tr>
<td>14.7- Droits et responsabilités des Parties .................................... 17</td>
</tr>
</tbody>
</table>
PREFACE

Le présent document comporte le Modèle d’Accord relatif aux Etudes de Faisabilité qui contient les Termes et Conditions approuvés par le Groupe de Coordination, constitué par la Banque Islamique de Développement, le Fonds d’Abou Dhabi pour le Développement, le Fonds de l'OPEÇ pour le Développement International, le Fonds Saoudien pour le Développement, le Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social, le Fonds Koweïtien pour le Développement Économique Arabe et la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique.

L'Accord comporte vingt-cinq articles qui s'efforcent d'établir un équilibre parfait entre les intérêts du Client et ceux du Consultant. Les articles les plus importants traitent des obligations du Consultant, ses critères de performance, la nature des relations entre le Client et le Consultant lors de l'exécution de ses obligations et la confidentialité des informations et des documents mis à la disposition du Consultant au cours de l'exécution de ses obligations.

Compte tenu de l'importance du rôle joué par les membres de l'équipe du Consultant, l'Accord contient un certain nombre d'articles qui mettent l'accent sur l'importance de fournir un nombre adéquat d'employés qualifiés et expérimentés dont le recrutement sera subordonné à l'approbation du Client après examen de leurs qualifications et de leurs expériences précisées dans leur curriculum vitae.

L'Accord fait également obligation au Consultant de recruter en priorité le personnel local et le personnel ressortissant des États Arabes, Islamiques et membres de l'OPEÇ, dans la mesure du possible. L'Accord prévoit aussi la formation du personnel local par le Consultant en permettant au Client de recruter du personnel de contrepartie qui travaillera avec l'équipe du Consultant lors de l'exécution de leurs obligations.

Vu l'importance du rôle du client pour la réussite de la mission du Consultant, l'Accord prévoit un certain nombre d'articles qui précisent les obligations du Client, comme celle consistant à fournir au Consultant toutes les données et informations pertinentes disponibles auprès de lui et relatives à l'étude, et de fournir toute l'assistance qui pourrait être raisonnablement demandée par le Consultant en vue de mener à bien sa mission. L'Accord précise, en outre, en détail, les facilités que le Client devra accorder au Consultant et à son personnel, relatives à l'exonération de toutes formes de taxation ainsi que l'autorisation de transférer leurs revenus, auxquelles il convient d'ajouter les facilités d'usage et l'exonération des droits de douane.

L'Accord définit également les droits et obligations des Parties en cas d'ajournement ou de résiliation, la loi applicable, de même qu'il choisit l'arbitrage comme moyen de règlement des litiges. L'Accord ne comporte qu'un seul tableau relatif aux phases de paiements du Consultant, et cela, du fait que le contenu d'autres tableaux pourrait naturellement varier d'une étude à l'autre.
MODELE D’ACCORD POUR LES SERVICES DE CONSULTANT
(ETUDES DE FAISABILITE)

Le Présent accord est conclu ce jour
entre .............................................................................................................. (dénommé ci-après le Client)
et ............................................................................................................. (dénommé ci-après le Consultant).

Préambule

- Attendu que le Client désire que des Services de Consultant soient exécutés en vue
de la réalisation de l’Etude suivante :

( DESIGNATION DE L’ETUDE DE FAISABILITE )

- Attendu que le Consultant a déclaré au Client qu’il possède le savoir-faire, la
compétence et les capacités nécessaires pour exécuter les services requis en vertu du
présent Accord et a soumis une proposition au Client datée de .................................................
pour la réalisation de ces services.

- Attendu que le Client a accepté la dite proposition du Consultant, sous réserve des
modifications telles que mentionnées dans le présent Accord et les Annexes ci-jointes.

En conséquence, les Parties sont convenues de ce que suit :

1- Incorporation du Préambule dans l’Accord

Le présent Préambule est considéré comme faisant partie intégrante du présent
Accord et sera interprété comme tel.

2- Définition et interprétation

2.1- Définition

Dans le présent Accord, à moins que le contexte ne l’exige autrement, les termes
suivants, quelque soit leur utilisation, auront les significations respectives
suivantes :

(a) “Accord” signifie le présent Accord et les documents Annexes en faisant
partie, comme indiqué à la section 2.02 du présent Accord.

(b) “Consultant” signifie l’entreprise ou les entreprises, la société ou les
sociétés considérées, comme cela se trouve mentionné ci-dessus, comme
Partie ou Parties au présent Accord.

(c) “Etude” signifie l’étude à laquelle il est fait référence en Préambule du
présent Accord.
(d) "Service" signifie les services décrits en Annexe A, tel qu'amendés ou modifiés, en tant que de besoin, par les Parties.

(e) "Mois" signifie toute période d'une durée d'un mois selon le Calendrier Grégorien.

(f) "Jour" signifie la période comprise entre minuit et le jour suivant.

(g) "Monnaie Locale" signifie la monnaie du pays où le projet envisagé, objet de l'Etude, doit être exécuté et "Monnaie Etrangère" signifie toute autre "monnaie".

(h) "Consultant sous-traitant" signifie toute entité à laquelle le Consultant sous-traite une partie des Services après approbation du Client.

(i) "Personnel Local" signifie le personnel domicilié dans le pays où l'Etude doit être réalisée et qui est employé par le Consultant ou par tout sous-traitant, dans le cadre des services et "Personnel Etranger" tout autre personnel.

2.2- Documents constitutifs de l'Accord

Les documents suivants seront considérés, lus et interprétés comme faisant partie intégrante de l'Accord :

(a) La lettre d'acceptation

(b) Les Annexes qui sont :

   (i) Annexe A : Description des Services (Termes de Références)
   (ii) Annexe B : Tableau d'exécution des Services
   (iii) Annexe C : Personnel du Consultant
   (iv) Annexe D : Personnel, équipement, facilités et Services à fournir par le Client
   (v) Annexe E : Rémunération et paiements

(c) L'offre du Consultant dans la mesure où elle est conforme à l'Accord et à tout autre document en faisant partie intégrante mais seulement dans la limite où elle définit de façon exhaustive les Services et décrit la méthodologie à adopter par le Consultant au cours de leur exécution.

2.3- Interprétation

1- Les têtes de chapitres ne limiteront, ni n'altèreront, ni n'affecteront aucune clause du présent Accord.

2- Les mots utilisés au singulier incluent également le pluriel et les mots au masculin incluent également le féminin et vice versa, sauf si le contexte l'exige autrement.
3- Recrutement du Consultant

3.1- Le Client recrute, par les présentes, le Consultant en vue de l’exécution des services conformément aux termes et conditions définis dans le présent Accord et le Consultant accepte et s’engage à exécuter lesdits services.

3.2- Dans la mesure où le terme Consultant est utilisé pour désigner une entreprise et/ou une société associée pour l’exécution des services, ces entreprises et/ou sociétés, seront conjointement et solidairesment responsables des obligations du Consultant en vertu du présent Accord.

Ces entreprises ou sociétés désigneront et autoriseront l’un d’entre eux qui sera chargé de la coordination en leur nom et qui les représentera vis-à-vis du Client, lequel sera en droit de traiter avec eux par le biais de ce Représentant.

4- Relation entre les Parties

Aucune disposition du présent Accord ne sera interprétée comme ou n’établira une relation de maître à employé ou de commettant à préposé entre les Parties.

5- Commencement et exécution des Services

5.1- Sauf disposition contraire acceptée par les Parties, les Services commencèrent dans un délai de ……………………………… jours [à compter de l’entrée en vigueur du présent Accord après la notification par le Client de l’ordre de service de commencement des Services].*

5.2- Les Services seront exécutés et menés à terme conformément au calendrier décrit en Annexe B ci-jointe.

6- Obligations du Consultant

6.1- Critères de performance

Le Consultant exécutera les services et remplira toutes ses obligations, en vertu du présent Accord, y compris les obligations au titre de l’Article 5 ci-dessus, avec toute la prudence, la compétence, l’efficacité et la diligence requises conformément aux normes les plus adéquates reconnues dans la profession.

Au cours de l’exécution des Services, le Consultant agira en conseiller fidèle du Client. L’approbation d’un quelconque rapport, plan, ou autre document ou recommandation par le Consultant ne saura le soustraire à ses obligations au titre du présent Article.

6.2- Respect des lois locales

Le Consultant, ses employés sous-traitants, et toute autre tierce personne employée par lui dans le pays où l’étude doit être exécutée, devront respecter les lois de ce pays.

* Substituer ce qui convient.
6.3- Conflits d’intérêts

6.4- Avis spécialisés et Services
Le Consultant fournira tous les avis d’expertise technique et le savoir-faire normalement requis par le type de Service exécuté dans le cadre du présent Accord. Là où les avis techniques spécialisés sont requis, à l’exclusion de ceux entrant dans le cadre des Services décrits en Annexe A ci-jointe, le Consultant devra, après accord préalable écrit du Client, prendre des dispositions pour de tels services, et le Client pourra soit payer le prix de ces prestations, soit rembourser au Consultant tous les coûts raisonnables y afférents. Toutefois, le Consultant sera tenu pour pleinement et totalement responsable de tous les services y compris pour les avis techniques spécialisés et l’assistance obtenue.

6.5- Sous-traitance
Le Consultant ne devra sous-traiter aucune partie des Services ou de ses obligations au titre du présent Accord à une tierce, partie sauf avec l’Accord préalable écrit du Client. Le choix de cette tierce partie, ainsi que les termes et conditions du contrat de sous-traitance conclu avec lui, ainsi que ses modifications et sa résiliation seront subordonnés à l’approbation écrite préalable du Client. Nonobstant cette approbation, le Consultant demeurera pleinement responsable de l’exécution, par l’un quelconque de ses sous-traitants, de la partie ou des parties de Services ainsi sous-traitées, de même que de toutes autres obligations définies ci-après et y afférentes.

6.6- Confidentialité
Toute information ou donnée, ainsi que tout document ou plan fourni au Consultant par le client ou élaboré par le Consultant au cours de l’exécution des Services, devra être traité par lui de façon confidentielle et ne sera pas publié ou divulgué à une tierce partie sans l’approbation préalable écrite du Client.

6.7 Propriété des documents
Tous les plans et autres documents préparés par le Consultant lors de l’exécution des Services deviendra et demeurera la propriété du Client, et quand bien même ils seraient sous la garde du Consultant, il resteront entièrement accessibles au Client. Le Consultant devra, dès la date d’achèvement des Services ou de leur achèvement anticipé, remettre tous les documents au Client, assortis d’un inventaire détaillé. Le Consultant pourra conserver des copies de ces documents mais il ne devra pas les utiliser à d’autres fins qui n’auraient pas de relation avec le présent Accord sans le consentement préalable écrit du Client.
6.8- Propriété des équipements

Les équipements et matériels fournis au Consultant par le Client, ou acquis sur des Fonds fournis ou remboursés par le Client, seront la propriété du Client et seront marqués comme tels. À l’achèvement des Services, le Consultant fournira au Client un inventaire de ces équipements et du reliquat du matériel et en disposera selon les directives du Client.

6.9- Rapports

L’Ingénieur-conseil soumettra au Client les rapports et documents définis en Annexes (A) et (B) ci-après, conformément au modèle, à la langue ou aux langues, au nombre de copies et dans les délais tels que précisés dans l’Annexe concernée.

7- Responsabilité du Consultant

Le Consultant sera responsable vis-à-vis du Client de toute défaillance relative à ses obligations au titre du présent Accord.

Toutefois la responsabilité du Consultant relative au dédommagement du Client en raison d’un préjudice ou d’un dommage sera limitée au montant total de sa rémunération au titre du présent Accord, à condition que la responsabilité du Consultant ne soit pas soumise à cette limite en cas de préjudice ou de dommage subi par le Client, provenant de la négligence ou d’une défaillance délibérée du Consultant ou de ses employés au cours de l’exécution de leurs obligations.

8- Indemnisation du Client par le Consultant

Le Consultant indemniserà et protègera le Client contre toutes réclamations, actions, procédures, demandes et coûts y compris les frais de justice et dépenses y-afférentes qui résulteraient de (a) tout décès, préjudice, dommage causé contre la propriété d’un tiers (y compris le personnel du Client ou du Consultant) provoqué par toute erreur, omission, négligence ou action délibérée du Consultant ou de son personnel et (b) toute contrefaçon du Consultant au cours de l’exécution des Services portant sur tout droit d’auteur brevet d’invention, article, plan ou marque déposée d’une tierce personne. Toutefois, le Consultant ne sera pas tenu d’indemniser le Client en raison d’une réclamation liée à un préjudice, à un décès ou à un dommage contre une propriété résultant uniquement d’actes ou d’omissions de la part du Client, de ses employés et agents ou si la contrefaçon d’un droit appartenant à des tierces personnes étaient la conséquence des instructions écrites données par le Client.

9- Assurance*

9.1- Le Consultant prendra et maintiendra à ses frais, mais dans des conditions jugées satisfaisantes par le Client, les assurances suivantes :

* Cette clause peut ne pas être applicable ou peut être modifiée si l’Ingénieur-conseil n’est pas autorisé à contracter les assurances précitées dans la clause.
(a) Assurance contre les risques professionnels avec une couverture d’un montant minimum de ..........................................

(b) Assurance contre les tiers avec une couverture d’un montant minimum de ..........................................

(c) Assurance pour les responsabilités de l’employeur et pour l’indemnisation des travailleurs, telle que requise par la loi en ce qui concerne le personnel du Consultant, engagé pour l’exécution des Services dans le pays du Client.

(d) Assurance contre les pertes et dommages causés aux équipements achetés en tout ou partie avec les fonds fournis dans le cadre du présent Accord.*

9.2- Le Consultant prendra et maintendra toute assurance supplémentaire aux frais du Client et telle que celui-ci pourrait le lui demander par écrit.

10- Le Personnel du Consultant

10.1- Le Consultant fournira le personnel qualifié et expérimenté requis pour exécuter les Services ; le recrutement de ce personnel, sauf s’il est déjà désigné nominativement dans l’Annexe C ci-jointe, sera soumis à l’approbation du Client.

10.2- Dans le cadre de l’exécution des Services, le Consultant donnera, en matière de recrutement, la priorité au personnel local ou/et au personnel ressortissant de pays arabes, musulmans ou membres de l’OPEC, dans la limite de la disponibilité d’un tel personnel et de son adéquation avec le travail envisagé.

10.3- Le Consultant recrutera à ses frais le personnel homologue. Nonobstant le recrutement de ce personnel, le Consultant sera à tout moment tenu pour entièrement responsable de l’exécution de ses obligations au titre du présent Accord et de l’achèvement des Services dans des conditions satisfaisantes.

10.4- Les fonctions et la description des tâches arrêtées d’un commun accord, ainsi que les qualifications et l’expérience du personnel qui sera désigné par le Consultant pour l’exécution des Services, se trouvent en Annexe C ci-jointe avec la liste nominative de ce personnel déjà agréée pour cette fin par le Client. Si la liste du personnel requis pour l’exécution des Services n’a pas été approuvée par le Client à la période prévue, le Consultant soumettra au Client, pour examen et approbation, une copie de leur curriculum vitae (à laquelle seront jointes les pièces justificatives, si le Client le demande) et, dans le cas où un personnel étranger est désigné dans le pays où sont exécutés les Services, un certificat médical concernant chaque membre de ce personnel attestant qu’il est apte pour le service dans ce pays.

Toutes les demandes pour l’approbation de la liste du personnel désigné pour l’exécution des Services seront soumises au Client au moins un (1) mois avant la date de prise d’effet du service envisagé.

* Les types d’assurance mentionnées dans les paragraphes (b), (c) et (d) sont à être spécifiés selon le cas.
10.5- Le Consultant désignera un chef d’équipe chargé de l’étude qui sera responsable de la coordination entre le Client et le Consultant.

10.6- Le Consultant fournira au Client une situation mensuelle/trimestrielle du personnel désigné par lui sur le site où l’étude doit être réalisée, avec un programme détaillé des tâches dudit personnel.

10.7- Remplacement ou révocation du personnel

10.7.1- S’il s’avère nécessaire pour le Consultant de remplacer un membre du personnel désigné par lui pour l’exécution des Services, il doit, après avoir obtenu l’approbation du Client pour un tel remplacement procéder à la substitution de ce membre du personnel par un autre ayant des qualifications et une expérience équivalentes ou supérieures. Le coût de remplacement de ce personnel sera pris en charge par le Consultant sauf si ce remplacement a pour origine la maladie ou un accident lié aux conditions de travail, auxquels cas ce coût sera supporté par le Client.

10.7.2- Le Client donnera des instructions au Consultant pour qu’il révoque ou remplace tout membre du personnel désigné par lui pour exécuter les Services, le motif étant précisé dans la lettre d’instruction. Si le personnel à révoquer ou à remplacer est reconnu fautif pour mauvais comportement ou si le Client a des motifs raisonnables d’être non-satisfait du rendement d’un membre du personnel, les frais relatifs à son rapatriement et à son remplacement seront pris en charge par le Consultant.

11- Obligations du Client

11.1- Le Client fournira sans frais et dans un délai raisonnable toutes les données pertinentes et informations disponibles relatives à l’Etude et apportera une telle assistance, comme cela pourra lui être raisonnablement demandé par le Consultant pour l’exécution de ses obligations au titre du présent Accord.

Toutefois, si des décisions doivent être prises par le Client au cours de l’Etude, ces décisions devront être prises dans un délai raisonnable de façon à ne pas retarder ou perturber le travail du Consultant.

11.2- Le Client assistera le Consultant, son personnel et, si cela s’avère nécessaire, les personnes qui sont sous leur dépendance, pour l’obtention, dans les délais requis, ou pour faciliter ce qui suit :

(i) Visa d’entrée et de sortie du pays où les services sont exécutés et pour l’obtention des licences et permis qui peuvent être nécessaires ;

(ii) L’accès à tous les sites et lieux où sont exécutés les Services ;
(iii) Le privilège pour le personnel de recevoir un versement de leurs revenus, au titre de leurs contrats de travail tel que cela est autorisé conformément aux lois et règlement du pays ou doivent être exécutés les Services ;

(iv) Dans la mesure où la rémunération du Consultant est effectuée dans le pays du Client une autorisation de la Banque Centrale du pays ou de toute autre institution habilitée, indiquant que la partie en devises de la rémunération versée au titre du présent Accord, pourra être transférée dans le pays d’origine du Consultant ;

(v) Le rapatriement du personnel du Consultant dans les cas d’urgence.

11.3- Le Client accordera son assistance en ce qui concerne le dédouanement des équipements, matériels et fournitures nécessaires pour l’exécution des Services ainsi que le dédouanement des effets personnels du personnel du Consultant.

11.4- Sauf dans l’hypothèse ou une exemption est accordée, le Client dédommagera le Consultant pour les sommes non recouvrées de toutes taxes, impôt et autres impositions au titre des lois et règlements dans le pays où les Services exécutés pour tout ce qui concerne :

(i) Les équipements, matériels et fournitures importés dans ledit pays aux fins de l’exécution des Services et qui seront en conséquence réexportés ;

(ii) Tout effet acheté dans ledit pays par le Consultant ou son personnel pour un usage personnel et qui sera, en conséquence, réexporté au moment du départ du Consultant et de son personnel ;

(iii) Tout droit d’estampillage et toutes autres taxes payables au titre de documents.

11.5- Le Client rendra disponibles et exempts de toute charge, pour l’usage du Consultant et de son personnel aux fins des services, les équipements, facilités et services décrits en Annexe D.

11.6- En cas de retard dans la mise à la disposition du Consultant des équipements, facilités et services indiqués en Annexe D, le Consultant notifiera au Client ce retard et sera en droit d’obtenir une prolongation correspondante du délai d’exécution des Services et une rémunération proportionnelle pour l’achèvement des Services, dès lors que des coûts additionnels sont encourus par le Consultant.

11.7- Si les équipements prévus et/ou les facilités ne sont pas fournis, le Client et le Consultant se mettront d’accord sur une rémunération révisée en conséquence, dès lors que des coûts additionnels sont encourus par le Consultant.

11.8- Le Client procédera, en consultation avec le Consultant à la sélection et à la mise à disposition du personnel de contrepartie afin qu’il soit formé et puisse travailler sous la direction exclusive du Consultant.
Ce personnel sera intégré dans l’équipe d’étude du Consultant afin de lui apporter une expérience supplémentaire. Au cas où l’un des agents du personnel de contrepartie est défaillant pour exécuter convenablement le travail qui lui est confié par le Consultant, sous réserve que ce travail soit compatible avec la position occupée par cet agent, le Consultant pourra demander qu’il soit remplacer, et une telle demande ne pourra pas être rejetée sans motif raisonnable.

11.9- Le Client s’engage à ce que des services soient fournis par des tierces personnes, lorsque cela est prévu, et dans les limites fixées en Annexe D ci-jointe. Le Consultant coopèrera avec les entreprises et/ou les individus recrutés par le Client pour la fourniture de ses services. Au cas où le Consultant subit un retard dans l’obtention des services qui doivent être fournis par des tiers, comme indiqué en Annexe D, il notifiera au Client ce retard et sera en droit d’obtenir une prolongation appropriée du délai d’exécution des services et une rémunération proportionnelle pour l’achèvement des services, si des frais supplémentaires sont encourus par le Consultant. Si les services prévus ne sont pas fournis, le Client et le Consultant se mettront d’accord sur la manière dont la partie affectée des services sera exécutée et sur la rémunération supplémentaire qui en découle, dans la mesure où ces services doivent être exécutés par le Client. Le Client protègera le Consultant contre toutes pertes ou réclamations résultant de la défaillance des tiers dans l’exécution des services à la charge du Client, conformément à l’Annexe D.

12- Indemnisation du Consultant par le Client

Le Client indemnisera le Consultant et le protègera contre toute atteinte à sa vie ou à ses biens, ainsi que contre tout préjudice, blessure, action, procédure ou réclamation provenant de tiers, de même qu’il le protègera en ce qui concerne tous les frais, y compris les frais de justice et dépenses supportés ou encourus par le Consultant et considérés comme la conséquence d’une action arbitraire, d’une négligence ou d’une rupture des engagements de la part du Client et de ses employés.

13- Taxes

Le Client sera exonéré, dans le pays du Client de la taxe sur le revenu provenant de l’exécution des Services ou sera remboursé par le Client en ce qui concerne les taxes, sous réserve que le Consultant ne soit pas en droit d’obtenir cette exonération ou ce remboursement dans les circonstances suivantes :

(a) S’il est ressortissant ou sujet du pays du Client ou s’il y est résident.
(b) Si le Consultant est tenu par ailleurs de payer cette taxe sur le revenu, ou sur une part de ce revenu, conformément à un accord conclu entre le pays du Client et le pays d’origine du Consultant en vue d’éviter une double imposition, mais seulement dans la limite de cette obligation.

(c)* Si le Consultant possède une base fixe dans le pays du Client qui soit régulièrement disponible pour lui permettre d’exercer ses activités et si le revenu provient de cette base fixe, étant entendu qu’un bureau rendu disponible par le Client ou installé par lui uniquement pour les besoins de l’exécution des services, ne puisse pas être considérés comme une base fixe, au sens du présent Article.

14- Ajournement et Résiliation

14.1- Par notification du Client

Le Client peut, par notification écrite adressée au Consultant à tout moment, donner un préavis de son intention d’abandonner une partie des Services ou d’abandonner l’exécution des Services en tout ou en partie et mettre fin à l’Accord. A moins que les Parties n’en conviennent autrement, la date effective de résiliation du présent Accord ne pourra être inférieure à soixante (60) jours après la date de réception d’une telle notification. Le Consultant pourra cependant, dès réception de cette notification, prendre les dispositions immédiates afin de mettre un terme aux Services et de réduire les dépenses au minimum.

14.2- Force majeure

Le Consultant notifiera au Client, par écrit, toute situation ou tout événement découlant de circonstances échappant à son contrôle et qu’il ne pouvait raisonnablement prévoir, qui le met dans l’impossibilité d’exécuter tout ou partie de ses obligations au titre du présent Accord. Dès la survenue de cette situation ou de cet événement dûment vérifiés et reconnus par le Client, qui ne pourra refuser de le reconnaître sans motif raisonnable, les Services seront considérés comme adjournés pour une durée égale à celle causée par la force majeure, et une période raisonnable n’excédant pas un (1) mois sera fixée pour la remobilisation du Consultant en vue de la continuation des Services.

14.3- Défaillance du Client

Le Consultant peut, par notification écrite adressée au Client, résilier le présent Accord :

* Comme alternative au Paragraphe C, on peut recourir à la formule suivante si elle est considérée comme appropriée : “Si, nonobstant l’absence d’un Accord conclu entre le pays d’origine du Consultant et le pays du Client destiné à éviter la double imposition, le Consultant est en droit d’obtenir un dégrèvement dans son pays d’origine relatif à la taxe sur le revenu dans le pays du Client, mais seulement dans la limite de ce dégrèvement”.

16
(i) S’il n’a pas reçu paiement pour toute facture non contestée, dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de la présentation de ladite facture ;

(ii) Si les Services ont été ajournés, conformément à l’Article 14.2 ci-dessus, et si la durée de l’ajournement dépasse trois (3) mois.

14.4- Droits du Consultant en cas d’ajournement ou de résiliation

A la suite d’un ajournement des Services ou d’une résiliation de l’Accord, en application des Articles 14.1, 14.2, 14.3, et sous réserve de l’obligation du Consultant de réduire les dépenses au minimum, tel que cela est prévu dans l’Article 14.1, le Consultant sera en droit de recevoir la rémunération due à compter de la date effective de l’ajournement ou de la résiliation et le remboursement intégral des coûts définis en Annexe E, comme s’ils avaient été encourus avant la date effective d’un tel ajournement ou résiliation et pour tous les coûts liés à la résiliation des Services qui a été ordonnée, y compris le prix du billet de voyage-retour du personnel du Consultant ainsi que de leurs familles et leurs effets.

14.5- Défaillance du Consultant

Au cas où il considère que le Consultant est défaillant dans l’exécution de l’une quelconque de ses obligations, au titre du présent Accord, le Client en fera notification, par écrit, au Consultant, en précisant la carence du Consultant qui constitue une telle défaillance.

Dans l’hypothèse où le Consultant ne répond pas à la notification dans un délai de quinze (15) jours, ou ne corrige pas le manquement dans un délai raisonnable qui ne saurait dépasser trente (30) jours, le Client pourra, par notification ultérieure adressée au Consultant, mettre fin à l’Accord à la date mentionnée dans cette lettre de notification. Cette notification aura lieu sans préjudice du droit du Client de réclamer des indemnités liées à la défaillance du Consultant.

14.6- Réclamations en cas de défaillance

Toute réclamation d’indemnités liée à une défaillance, dans l’exécution du présent Accord ou en liaison avec sa résiliation, fera l’objet d’une négociation et d’un accord entre le Client et le Consultant, et tout manquement à cet accord sera soumis aux clauses de l’Article 22 du présent Accord.

14.7- Droits et responsabilités des Parties

La résiliation du présent Accord, pour quelque raison que ce soit, n’entachera, ni n’affectera les droits acquis et les réclamations de l’une des parties au présent Accord, contre l’autre.
15- Rémunération du Consultant

15.1- En contrepartie de l’exécution de ses Services et de ses autres obligations, au titre du présent Accord, le Consultant sera rémunéré par le Client conformément aux dispositions et au tableau de rémunération et de paiement prévu en Annexe E ci-jointe.

15.2- Dans l’hypothèse où des services supplémentaires, en plus de ceux prévus en Annexe A ci-jointe, sont requis comme conséquences de changements et modifications des Services ou du tableau de rémunération sus-mentionné et spécifiquement demandés par écrit par le Client et acceptés par le Consultant, ou en cas de retard dans l’exécution des Services, lié à des circonstances indépendantes de la volonté du Consultant et qu’il ne pouvait pas raisonnablement prévoir, le Consultant devra, dans la mesure où il a été exposé à des frais supplémentaires, recevoir une rémunération supplémentaire, calculée en fonction du temps écoulé, ou sur la base de l’accord auquel seront parvenus le Client et le Consultant, en plus de toute autre dépense encourue et remboursable. Le Consultant sera, en outre, en droit d’obtenir une rémunération supplémentaire sur la base définie ci-dessus, en tenant compte des services supplémentaires non couverts par l’Annexe A ci-jointe qui seront nécessairement liés à la résiliation de l’Accord autrement que par la défaillance du Consultant pour une partie quelconque de ses obligations au titre du présent Accord.

15.3- Variation de la législation

Si dans le pays où est exécutée l’Etude, intervienennent après la signature du présent Accord des changements dans les lois nationales, les ordonnances, décrets, règlements ou arrêtés de toute autorité locale ou d’une quelconque autorité constituée, ou si l’introduction d’un quelconque statut, ordonnance, décret, loi, règlement ou arrêté se traduit par une augmentation ou une diminution des charges du Consultant en liaison avec l’exécution des Services, cette augmentation ou cette diminution des charges sera payée ou prise en charge par le Client et une rémunération correspondante sera fixée d’accord partie.

16- Paiements du Consultant

16.1- Le Client effectuera les paiements au Consultant conformément au tableau et aux modalités définis en Annexe E.

16.2- Les sommes dues au Consultant seront payées de manière diligente. Si le Client n’effectue pas les paiements dans un délai de .................... jours* à compter de la date de réception de la facture relative au paiement d’un montant arrivé à

* Il est recommandé une période de 60 jours.
échéance, il sera tenu [de payer au Consultant des intérêts à compter de la date d’expiration de la période jusqu’à la date de paiement effectif, au taux précisé en Annexe E, et de rembourser à l’ingénieur les coûts raisonnables ou les frais bancaires encourus par le Consultant, consécutifs au retard de paiement après l’expiration de ladite période].*

16.3- Si une rubrique ou un élément d’une rubrique quelconque d’une facture soumise par le Consultant est contestée ou remise en question par le Client, celui-ci en informera le Consultant dans les trente (30) jours qui suivent la date de réception de ladite facture, mentionnant les raisons de la contestation ou de la remise en question de la rubrique ou des rubriques de la facture.

Le paiement par le Client de la rubrique ou des rubriques non-contestées ne sera pas refusé au motif que d’autres rubriques sont contestées ou remises en question, et les dispositions de l’Article 16.2 seront applicables pour la partie non contestée de la facture dans la limite du montant convenu ou défini comme étant dû au Consultant.

16.4- Tous les paiements effectués par le Client en devises tels que prévus en Annexe E ci-jointe pourront être transférés à l’extérieur par le Consultant à moins que, et dans la mesure où, il n’en est pas stipulé autrement dans ladite Annexe.

16.5- A tout moment, lorsqu’il s’avérera nécessaire d’évaluer une monnaie par rapport à une autre, en vue du paiement du montant précisé en Annexe E, le taux de change applicable sera le taux de vente publié par la Banque Centrale de ................................ à la date du paiement.**

16.6- Le Consultant tiendra des comptes et des registres relatifs aux Services exécutés au titre du présent Accord, conformément aux principes reconnus en matière comptable et autorisera le Client et ses représentants désignés, à inspecter et à auditer périodiquement les comptes au cours de l’exécution du présent Accord, et au-delà, pendant une période d’une année.

17- Cession

17.1- Le Client ne devra pas, sans l’accord préalable écrit du Client, céder une partie de ses obligations au titre du présent Accord.

17.2- Le Consultant ne devra pas, sans l’accord préalable écrit du Client, céder aucun bénéfice au titre du présent Accord, autre que la cession au banquier du Consultant des sommes dues ou qui seront dues.

* A Supprimer Comme il convient.

** Sauf si les Parties en conviennent autrement.
18- Associés du Consultant

18.1- Quand bien même le Consultant serait constitué sous forme de société et pourrait s'ajoindre à tout moment un ou plusieurs associés supplémentaires, il ou ils seront considérés, dans ce cas, comme compris dans l'expression "le Consultant".

18.2- Quant bien même le Consultant serait constitué sous forme de société, l'Accord ne sera pas affecté par le décès ou le retrait de l’un ou de plusieurs associés de la société.

19- Notifications

19.1- Toute notification, demande ou acceptation requise ou autorisée à être donnée ou effectuée au titre du présent Accord se fera par écrit. Cette notification, demande ou acceptation sera considérée comme ayant été donnée ou effectuée lorsqu'elle sera délivrée en personne à une autorité représentative ou à la Partie à qui la communication est adressée, ou bien lorsqu'elle sera envoyée par courrier enregistré, télex, télégramme ou fax à cette Partie à l'adresse suivante :

Pour le Client
A l'attention de ........................................................................................................................................
Adresse : ..............................................................................................................................................
Télex : ................................................................................................................................................
Fax : ....................................................................................................................................................

Pour le Consultant
A l'attention de ........................................................................................................................................
Adresse : ..............................................................................................................................................
Télex : ................................................................................................................................................
Fax : ....................................................................................................................................................

19.2- La notification sera considérée comme effectuée :
   a) En cas de remise en personne, ou de courrier enregistré au moment de la remise.
   b) En cas de télégramme, après 72 heures de transmission.
   c) Pour les Télex et Fax, 48 heures après transmission, à condition qu'une confirmation ultérieure, par écrit, soit reçue dans les 5 jours de la transmission.

19.3- Chacune des Parties peut changer son adresse pour les notifications ci-dessus, en notifiant à l’autre Partie ledit changement.
20- Langue

La langue de communication entre le Client et le Consultant sera le…………………………
La langue en vertu de laquelle sera établi et interprété le présent Accord et appelée “la
Langue de l’Accord” est le………………………………………………

21- Loi applicable

Le présent Accord sera établi, interprété et appliqué conformément aux lois de ……………………………

22*- Règlements des litiges

22.1- Tout litige ou controverse entre le Client et le Consultant relatif à l’interprétation
ou à l’application du présent Accord, et qui ne pourrait être réglé à l’amiable, sera
soumis à un Tribunal Arbitral composé de trois (3) arbitres. Le Client et le
Consultant désigneront chacun un arbitre, et le troisième arbitre, qui sera le
Président du Tribunal, sera désigné à la fois par le Client et par le Consultant.

Si l’une des Parties est défaillante dans la désignation de son arbitre dans un délai
d’un mois après la désignation par l’autre Partie de son arbitre, ou si les deux
Parties ne réussissent pas à se mettre d’accord sur le choix du troisième arbitre
dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de la décision de soumettre le
litige à l’arbitrage, cet arbitre ou ces arbitres sera ou seront désignés par
……………………………………………………………………………………………………………………………
à la demande de l’une des Parties ou des
deux Parties.

22.2- La décision des Arbitres est définitive et lie le Client et le Consultant. Les
modalités de l’arbitrage seront soumises à la loi de ………………………………………
La détermination des frais de procédure est soumise à la discrétion du Tribunal
Arbitral.

22.3- Sauf si les Parties en conviennent autrement, les sessions d’arbitrage se tiendront à
……………………………………………………………………………………………………………………………

23- Modification de l’Accord

Les termes et conditions du présent Accord, y compris le contenu des Services,
puissent être modifiés par accord entre les Parties, à condition que ledit Accord soit
établi par écrit.

* Clause facultative

22- Tout litige ou controverse entre les Parties relatif à l’interprétation ou à l’application du présent Accord qui ne
pourrait être réglé à l’amiable par le biais des négociations entre les deux Parties, sera soumis à la juridiction
compétente dans le pays du Client.
24- Mise en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur et prendra effet dès sa signature par les deux Parties [et après satisfaction des conditions suivantes]*:

En foi de quoi les Parties ont établi, en exemplaires, le présent Accord qui devra être signé par leurs représentants habilités à cet effet, dans la ville de au jour et an que dessus.

Pour le Client
(Nom)

Pour le Consultant
(Nom)

* A supprimer ou ajouter selon le cas.
ANNEXES

ANNEXE (A) DESCRIPTION DES SERVICES
(TERMES DE REFERENCES)

ANNEXE (B) TABLEAU D'EXECUTION DES SERVICES

ANNEXE (C) PERSONNEL DU CONSULTANT

ANNEXE (D) PERSONNEL, EQUIPEMENTS, FACILITES
ET SERVICES A FOURNIR PAR LE CLIENT

ANNEXE (E) REMUNERATION ET PAIEMENTS
DESCRIPTION DES SERVICES
(TERMES DE REFERENCES)
ANNEXE (C)

PERSONNEL DU CONSULTANT
ANNEXE (D)

PERSONNEL, EQUIPEMENTS, FACILITES ET SERVICES
A FOURNIR PAR LE CLIENT
ANNEXE (E)

REMUNERATION ET PAIEMENTS

La rémunération pour Services professionnels inclura les salaires, les frais généraux, les profits, les voyages, le logement, les frais divers et les dépenses de l’Ingénieur-conseil et des sous-traitants. Elle sera payée conformément au tableau suivant :

(i) ............ % ( ............ pour cent) à la signature de l’Accord contre une garantie bancaire. L’avance de démarrage sera déduite du montant total dû à l’Ingénieur-conseil.

(ii) ............ % ( ............ pour cent) à la présentation du premier Rapport d’Avancement.

(iii) ............ % ( ............ pour cent) à la présentation du deuxième Rapport d’Avancement.

(iv) ............ % ( ............ pour cent) à la présentation du projet de Rapport Final.

(v) ............ % ( ............ pour cent) à la présentation du Rapport Final.

(vi) ............ % ( ............ pour cent) à l’approbation du Rapport Final et à la livraison de tous les documents.

Le montant total en devises est égal à ......................... dollars américains équivalent à ................. % du montant total de la rémunération de l’Ingénieur-conseil.